



**DES TRANSPORTS
POUR UNE ÉCONOMIE MONDIALISÉE**

*Défis et perspectives
face à la crise*

FORUM 2009 • 26-29 mai • Leipzig

ALLOCUTION PRINCIPALE

Jacques ATTALI

Economiste, Président de PlaNet Finance

28 mai 2009

Je suis très heureux d'être ici avec vous et très heureux de vous parler.

Vous m'avez demandé mon avis sur la crise et la façon dont elle va influencer sur votre secteur. Ceci en 20 minutes – je vais essayer, et évidemment en 20 minutes cela ne peut être que relativement caricatural.

Pour ceux qui auraient des doutes sur les relations entre les transports et la crise, il suffit de regarder les informations de ce matin et ce qui arrive à General Motors pour ne plus avoir de doutes. Les conséquences de la crise sur l'industrie des transports vont être considérables.

Historiquement comme vous le savez tous, le transport est une condition majeure de la croissance économique, en particulier les ports et l'industrie maritime, mais aussi – et c'est une des questions les plus importantes à mon sens que vous aurez à traiter – les transports sont ressentis aujourd'hui non seulement comme un facteur de croissance, mais vont être de plus en plus ressentis comme un frein à la croissance, en raison de leur effet sur l'environnement. Les transports seront peut-être même de plus en plus ressentis comme le bouc émissaire du climat.

Pour en venir à la question que vous m'avez demandé de résoudre, ou au moins de vous donner mon point de vue, humblement – je suis sûr que chacun d'entre vous a un point de vue aussi valable que le mien sur la nature de la crise, et sa durée – je dirais que je fais partie de ceux qui pensent qu'elle ne fait que commencer. La crise, pour ma part, je la vois avec trois mécanismes qui ne sont pas des mécanismes qui s'opposent, mais qui sont trois niveaux d'observation différents dont chacun est important.

Le premier niveau, c'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis, une société dans laquelle l'augmentation du revenu de la classe moyenne a été très faible à partir du début des années 80, et où au lieu de compenser l'insuffisance des revenus de la classe moyenne par, soit une augmentation des salaires, soit, comme on l'a fait en Europe, par une augmentation des revenus indirects venant de l'Etat, les dépenses publiques, on a compensé pour maintenir la demande, l'insuffisance des salaires par le crédit. Comme vous le savez, il y a eu les sub-primes, mais il faut aussi prendre conscience que dans le mécanisme du crédit, l'industrie automobile a joué un rôle car le système du crédit du sub-prime a aussi impliqué l'industrie automobile, puisque ces crédits, qui étaient en principe destinés à financer des logements, ont aussi financé l'industrie automobile. Et donc il y a eu une croissance extrêmement forte du financement, qui, naturellement, s'est traduit, comme chacun le sait, par une croissance excessive et une incapacité de payer des crédits, qui ensuite avaient été transférés par la titrisation et les produits dérivés à l'échelle mondiale. C'est donc une croissance artificielle fondée sur le crédit qui a été une des causes principales du déroulement de la crise actuelle.

Le deuxième mécanisme, si on monte un peu plus haut dans le regard, c'est que tout ça n'a pas été vu parce que tout ça n'a pas été contrôlé. Il y a une sorte de connivence générale des acteurs : banques centrales, agences de notations, rehausseurs de crédits – ce que l'on appelle en anglais *monolines* – et l'ensemble des acteurs, qui n'ont pas voulu voir ce qui se passait, puisque tout le monde y avait intérêt ; cela a créé des emplois, cela a créé de la croissance, ça a créé beaucoup de revenus pour le secteur financier. L'industrie y trouvait son bénéfice, et dans tous les secteurs, chacun y avait avantage ; même ceux qui défendaient les plus pauvres trouvaient de bonnes raisons à justifier cela. Donc il y a eu une contradiction très profonde à laquelle nous sommes confrontés, et nous ne résoudrons pas cette crise sans résoudre cette contradiction entre un marché qui est devenu mondial et une réglementation qui est restée locale. Nous, les Européens, nous connaissons parfaitement ce problème. Nous avons créé, en trente ans, un marché unique, et nous savons parfaitement que le marché unique ne peut pas

survivre sans une réglementation unique, et même, beaucoup plus loin, sans une monnaie unique. Nous sommes confrontés à l'échelle de la planète, à la même question : nous ne pouvons pas avoir de marché durablement unique, intégré sans, avoir une réglementation qui ne soit pas seulement des textes, mais aussi des moyens de les faire respecter, qui soient véritablement globaux. Si l'on regarde à ce deuxième niveau, une des causes profondes de cette crise, c'est cela.

Si on monte à un niveau supérieur encore d'observation, disons d'un point de vue historique, on pourrait dire – et je le dirai de façon un peu provocante – que cette crise, c'est la manifestation de la fatigue de l'Occident. Un Ministre ou un haut responsable américain est resté célèbre en particulier pour avoir dit qu'il y a la vieille Europe et la jeune Europe. Je dirais qu'il y a globalement, une certaine façon un vieil Occident dont font partie les Etats-Unis. Car au fond, d'une certaine façon, la croissance est liée à trois facteurs : la population, le capital, le progrès technique. Et l'Occident au sens large, qui mène cette croissance depuis deux siècles, n'a pu garder depuis 20 ans le monopole sur l'ensemble de ces trois facteurs de production qu'à condition d'attirer la population venue d'ailleurs, l'immigration, et en particulier aux Etats-Unis – vous savez qu'il est un des principaux facteurs de croissance – le capital venu d'ailleurs, l'épargne – qui n'existe plus aux Etats-Unis en particulier, même si elle continue à exister dans les autres pays développés, attirée grâce à l'immense innovation du système financier et l'innovation venue d'ailleurs, qui s'est traduit par l'attraction extrême des talents – en particulier dans les universités et dans les centres de recherche. D'une certaine façon, on peut dire, si on regarde cela d'un point de vue historique, que l'Occident a accaparé, réussi à attirer, à séduire, si on veut être positifs, les talents, les richesses et les capitaux qui n'avaient pas de meilleures raisons de se placer ailleurs que chez lui. Forcément, à un certain moment, cette façon relativement artificielle de maintenir la croissance a rencontré des limites : les autres parties du monde, qui représentent 5 milliards d'habitants, demain 8 milliards sur les 9 de la planète, ont une dynamique interne de croissance, une capacité – et on le voit aujourd'hui avec les nouvelles décisions chinoises – d'utiliser eux-mêmes chez eux leur propre épargne, de faire revenir chez eux les étudiants ou les chercheurs qui ont accepté pendant longtemps d'aller aux Etats-Unis ou en Europe, et qui restaient aux Etats-Unis et en Europe, mais qui aujourd'hui n'y restent plus, qui retournent chez eux. On voit donc toute cette dynamique interne de croissance venue d'ailleurs repartir là où elle devait être, chez eux. Et il y a une fatigue de l'Occident qui s'est traduite par une volonté artificielle de maintenir cette croissance à tout prix par l'endettement. Aujourd'hui on pourrait dire que la crise est passée, que l'essentiel est passé, et beaucoup le pensent, et je dois dire que personnellement, j'aimerais que cela soit vrai. Donc prenez tout ce que je vais dire maintenant non pas comme un souhait. J'espère que tous ceux qui aujourd'hui réunissent un consensus dont je ne fais pas partie, pour dire que la crise est pratiquement terminée, j'espère qu'ils ont raison. Je souhaite que la crise soit terminée.

Quel est le scénario qui amène à penser que la crise aujourd'hui est en voie de se terminer ? C'est qu'on est descendu très bas, qu'à un moment, les gens vont finir par renouveler leur stock et recommencer à consommer – on ne peut pas descendre plus bas que -60, -70 pour cent – il faut recommencer. Le système financier s'est relativement, semble-t-il, assaini, les cours de bourse recommencent à monter, certains pays recommencent à connaître une croissance forte. C'est le cas de la Chine : on voit des pointes, ce qu'on appelle en français les pousses vertes, qui recommencent à surgir, *green roots*, dans l'économie.

On voit aussi que certains plans de relance considérables – les milliers de milliards qui ont été mis sur la table – commencent à faire forcément leurs effets. Les banques recommencent à avoir une liquidité interne et les prêts peuvent progressivement recommencer, beaucoup d'entreprises

recommencent à trouver des moyens de financement, l'investissement repart, d'énormes programmes technologiques sont en marche, il y a une dynamique de croissance dans l'économie mondiale. J'aimerais que ça soit vrai et j'espère que le système financier américain, qui est pour moi la clé de la question de savoir si la crise se termine, va retrouver son équilibre.

J'ai quelques doutes, et je vous demande pour observer l'avenir, d'avoir au moins deux critères d'observation. Le premier, c'est la solvabilité des banques, et la deuxième, c'est la confiance dans les systèmes budgétaires des grands pays.

Sur la solvabilité des banques, tant que la solvabilité des grandes banques n'est pas rétablie, on ne peut pas imaginer que les banques soient capables de recréer les conditions qui leur permettent de prêter facilement, à des taux d'intérêt bas, au secteur privé. Or aujourd'hui, on peut dire ce qu'on veut, mais la solvabilité des banques n'est absolument pas rétablie. Je vous donne quelques chiffres : le total des encours bancaires mondiaux, c'est 93 trillions de dollars ; le total des actifs bancaires mondiaux, c'est 4.5 trillions de dollars, et encore, ces 4.5 trillions de dollars sont placés pour l'essentiel dans des produits qui sont dits toxiques, dont très habilement certains plans de relance comme le plan de M. Geitner aux Etats-Unis sont en train de redonner de la valeur en créant les conditions d'un marché sur ces produits toxiques, mais qui pour l'instant restent des produits dont la valeur est largement incertaine, sinon nulle. Il faudra, d'une certaine façon ou d'une autre, retrouver une crédibilité de la solvabilité des banques qui ont devant elles, de nombreuses difficultés. La croissance est encore très lente, sinon négative.

Il y a au moins 4 ou 5 sujets nouveaux qui vont aggraver la solvabilité des banques dans les prochains mois :

- Les crédits immobiliers, qui ne sont pas seulement ceux des sub-primes, mais ceux de la classe moyenne, ce que l'on appelle donc aux Etats-Unis le « Alt A », qui reste une très grande question ;
- Les agences de cartes de crédit qui sont aujourd'hui très incertaines ;
- L'immobilier commercial, que chacun murmure, et chacun sait être le prochain domino qui va tomber dans le système de crédit américain.

Et, naturellement, dans la mesure où nous sommes dans des économies extrêmement intégrées, tout cela ne peut pas rester localisé. Il ya donc aujourd'hui de grandes questions sur la solvabilité des banques. J'espère que le système va tenir, j'espère que l'on n'aura pas à passer à des phases successives suivantes, ou soit on devra mettre en place ce qu'on a appelé des « bad banks », et qui restent des mécanismes extrêmement dangereux et incertains, ou des mécanismes encore plus incertains et dangereux, comme des nationalisations qui s'imposeront si les autres solutions ne marchent pas, et après tout, ce qu'on fait aujourd'hui pour General Motors, rien n'interdit de penser qu'on le fera demain pour d'autres systèmes.

Deuxième question qu'il faut garder à l'esprit, c'est ce qui se passe sur la crédibilité des monnaies et des budgets. Aujourd'hui regardons les faits : les déficits mondiaux sont en train d'exploser. La crise, je l'ai dit, était liée à un excès de dettes. Chacun sait que la crise ne sera résolue que par une réduction de la dette. Or depuis 18 mois, nous n'avons fait tous, collectivement, qu'augmenter la dette. Nous avons trouvé une solution à court terme qui consiste à aggraver la crise à long terme.

Je rappelle quelques chiffres : pour en rester sur le principal acteur de l'économie mondiale, l'économie américaine, le total de l'endettement des acteurs américains fin 1929, c'était 250 pour cent du PIB américain. Fin 2007, au moment où nous étions très peu nombreux à dire que la

crise était très grave, le total de l'endettement de l'ensemble des acteurs américains était 350 pour cent du PIB américain. A l'heure où nous parlons, le total de l'endettement de tous les acteurs américains est au moins de 500 pour cent du PIB, selon les chiffres officiels – le système fédéral – et si l'on ajoute l'ensemble des dettes liées aux systèmes de retraite et de sécurité sociale, c'est en fait 1000 pour cent du PIB, c'est-à-dire deux fois le PIB mondial, avec une dette publique qui, comme chacun sait, augmente chaque année considérablement et dépasse aujourd'hui 11 à 12 trillions, avec aussi le sentiment que, contrairement à ce qu'on a pensé pendant très longtemps, le système financier mondial n'est peut-être plus à la hauteur du problème. On a dit très longtemps : la Chine est capable de financer les déficits budgétaires américains et l'ensemble du système financier mondial. Mais regardons les chiffres : bien sûr, il y a 2-3 ans, quand la crise se chiffrait en quelques dizaines ou centaines de milliards de dollars, c'était vrai, mais ensuite la crise s'est chiffrée en un ou deux trillions de dollars. Et aujourd'hui, les chiffres que je vous donne, c'est en dizaines et en centaines de trillions de dollars. Or, comme chacun sait, comme vous savez tous, les réserves chinoises, c'est deux trillions de dollars, c'est-à-dire à peu près le déficit budgétaire des Etats-Unis sur un an, cette année, en espérant naturellement, grâce au courage et à l'exceptionnelle qualité de l'administration nouvelle, que ces déficits vont se résoudre et se réduire.

Donc je crois qu'il y a aujourd'hui une très grande question : nous sommes en train de faire semblant de résoudre la crise en aggravant les causes de la crise. Et naturellement, on peut penser à un moment que tout ça continuera, que tout ça fonctionnera. Mais il y a devant nous à l'évidence trois scénarios possibles.

Le premier scénario, c'est celui le plus vraisemblable. Que tout ça se traduise par un approfondissement de la récession, que la croissance mondiale ne reparte pas, qu'elle reste aux Etats-Unis autour de zéro cette année, sinon beaucoup moins que cela, et que l'année prochaine, on atteigne un niveau qui reste autour de zéro. Qu'en Europe, elle soit encore évidemment très négative cette année, et reste négative l'année prochaine. Qu'elle soit même beaucoup plus grave encore si l'on n'est pas capable de régler les problèmes de la façon dont je vais l'exprimer dans un instant.

Le 2^{ème} scénario, c'est de dire : nous partons pour une nouvelle bulle. Et on l'accepte consciemment. Nous acceptons une bulle collectivement, parce que finalement, c'est la seule façon de faire un nouvel endettement américain qui redémarre à un niveau jamais atteint, un endettement britannique ou français ou japonais à un niveau jamais atteint, mais après tout, on peut vivre avec. Le Japon vis depuis très longtemps avec la dette, la Grande Bretagne a connu une dette majeure au début des années 50, les Etats-Unis sont évidemment la plus grande puissance du monde – personne n'a intérêt à l'effondrement des Etats-Unis. Donc tout le monde fera en sorte que, malgré les déficits exceptionnels, le dollar reste, comme l'a dit le responsable d'une grande agence de notation hier soir, la monnaie financée durablement. Nous repartirions dans ce cas-là pour une nouvelle bulle de croissance forte avec une attraction de l'épargne, mais naturellement, dans la mesure où ça ne serait qu'une bulle, ça serait comme toujours, dans cette croissance que nous connaissons, une croissance qui monte/baisse, mais avec des écarts de plus en plus grands, et évidemment des tensions de plus en plus fortes. C'est ça que nous connaissons depuis un certain nombre de décennies. Nous pouvons vouloir, si nous sommes des dirigeants, si vous êtes des dirigeants qui pensent à court terme, dire : ce sera le problème de mes successeurs, laissons cette bulle, on verra plus tard. Parce que, qu'est-ce qu'il se passe après cette bulle ? A un moment, elle tombe, elle s'effondre. Quelqu'un finit par ne plus pouvoir vivre avec. Et dans ce cas là, après la récession, il y a l'inflation. Permettez-moi ici d'employer un mot particulier dans cette ville dont un des maires fut à l'honneur de l'Allemagne aux pires

moments de l'obscurité nazie, parce qu'il était un des auteurs d'un des actes les plus courageux qui ait été faits dans ce pays à cette époque, de dire que ce qui menace de mon point de vue. Aujourd'hui si ce scénario que je décris a lieu, c'est une évolution qui nous amènera à une situation de Weimar à l'échelle de la planète : dépression, inflation. Et naturellement, personne mieux que ceux qui vivent dans ce pays savent ce que veut dire le mot Weimar dans la grandeur que fut cette République, et dans la tragédie que fut ce qui suivit.

Donc, tout naturellement, il y aura un moment de vérité. Je pense pour ma part que nous pouvons continuer à nous aveugler, croire que cette croissance va revenir tout naturellement, croire que nous avons les moyens de nous endetter à l'infini, que le système financier est solvable, que les budgets n'ont pas de limites. Mais je pense que c'est inexact. Nous les Européens savons – en particulier parce que nous avons vécu notre histoire – qu'à un moment où il faut affronter la réalité, le moment de vérité passe par plusieurs choses. Premièrement il faut épargner, et pas compter sur l'épargne des autres. Deuxièmement, il faut équilibrer ses budgets, et pas compter sur les autres pour financer votre déficit budgétaire. Et donc nous devons absolument collectivement nous donner comme règle de réduire massivement le déficit budgétaire, c'est-à-dire augmenter nos impôts. Je sais que ce mot est dans beaucoup de pays considéré comme une insulte, mais je pense qu'aujourd'hui nous n'avons d'autre choix que de le faire. Troisièmement, il va nous falloir vouloir une réglementation internationale bien meilleure – je ne dis pas supérieure, car malheureusement il y a des règlements internationaux en matière financière, le problème étant qu'ils n'ont pas été appliqués. Prenez par exemple la solvabilité des banques : il existe des règles – c'est même un des rares domaines mondiaux où il y a des règles – l'accord de Bâle I et II, mais ils n'ont pas été respectés. Les ratios de solvabilité des banques dont j'ai parlé, qui normalement auraient obligé les banques à ne prêter que 12 fois à peu près leurs fonds propres, a permis à des banques extrêmement connues et respectées encore aujourd'hui de prêter 50 fois leurs fonds propres. Donc le problème n'est pas seulement d'avoir des règles, mais de donner les moyens de les faire respecter. Or, pour avoir été pendant si longtemps et l'être encore mêlé aux négociations internationales comme la plupart d'entre vous, trop souvent nous nous contentons d'établir des communiqués, de fixer des règles sans se demander qui va donc vérifier qu'ils sont bien impliqués, et qui va surveiller les surveilleurs qui sont chargés de les faire appliquer, quelles vont être les sanctions qui vont être appliquées à ceux qui ne font pas ce qu'ils doivent faire. Trop souvent nous nous contentons d'édicter des règles, comme si cela suffisait à faire que le monde des rêves rentre dans la réalité, et enfin, évidemment, nous devons partir sur l'idée que le monde a droit à une croissance, mais une croissance qui va être radicalement nouvelle. Si l'on ne veut pas que derrière la bulle actuelle se profile une nouvelle bulle qui est celle des dangers climatiques, si l'on veut prendre conscience que les désordres des marchés montrent bien que l'unité dans son ensemble est capable d'enfanter un monstre, non pas que le marché soit un monstre, mais le marché non-régulé nous échappe, pensez que si le marché non-régulé nous échappe avec la crise qu'elle provoque, pensez à ce que peut être un autre système non régulé qui nous échapperait, qui serait le climat. Et pensez à ce que l'on se dirait, ou si on a encore le temps de se le dire, si nous sommes face à *'Ah, on aurait du réguler*. Eh bien prenons la crise du marché comme une leçon à tirer pour réguler ce monstre si efficace, si utile, si nécessaire, si irremplaçable, avant que nous n'ayons à nous confronter à une crise encore plus difficile sur le climat. Et c'est là où les secteurs que vous représentez sont essentiels. Vous avez été pris dans les programmes de relance et, je dois le dire, pour beaucoup de pays dont le mien, les programmes de relance sont faits avec ce que l'on a dans les cartons. Tout le monde a dans ses cartons, des autoroutes qui restent à faire. Tout le monde a dans ses cartons, des industries automobiles qu'il faut soutenir. Tout le monde a dans ses cartons des choses du passé qu'il faut continuer à faire. Ca va plus vite de relancer les choses qui existent que de penser des choses nouvelles. Or c'est la pire des choses que de penser que c'est en relançant des choses du passé – surtout si elles ont des conséquences sur

les crises ultérieures – qu'on résoudra la crise. Vous avez un chantier magnifique. L'avenir appartient très largement au transport, à condition qu'il soit repensé complètement, qu'il soit repensé dans des conditions climatiques différentes, qu'il soit repensé globalement dans des conditions technologiques différentes, que la mobilité soit largement de plus en plus une mobilité virtuelle. Vous avez un chantier extraordinaire. De vous dépend très largement que cette crise soit rapidement un mauvais souvenir. Je vous remercie.